

Le système des examens publics aux derniers siècles de la Chine impériale (1400-1900)

Lieux de savoir, 1. Espaces et communautés, Albin Michel, 2007, p. 99-123

Benjamin A. Elman

Les examens publics représentaient l'un des carrefours les plus fréquentés de la politique, de la société, de l'économie et de la vie intellectuelle dans la Chine impériale d'avant l'époque moderne. Les élites locales et la cour impériale usaient continûment de leur influence pour amener le pouvoir dynastique à réviser et à adapter le programme classique, ainsi qu'à examiner de nouvelles améliorations du système institutionnel destiné à sélectionner les fonctionnaires. Par conséquent, les examens publics, en tant que mise à l'épreuve du mérite scolaire, servaient également à lier la culture dynastique et la culture lettrée par le moyen de la bureaucratie. Si les examens publics reflétaient la culture des lettrés, évidemment plus riche, c'est que les institutions de l'État en étaient déjà pénétrées, en raison de la nature même du programme de classiques établi pour la sélection des fonctionnaires¹.

Culture classique et institution

Gardons-nous de croire que les examens publics de l'époque pré-moderne furent un obstacle à la construction étatique de la Chine moderne. Une éducation classique fondée sur des théories morales et politiques non techniques convenait tout aussi bien à la sélection des élites, qui se mettaient au service de l'État impérial à ses plus hauts échelons, que l'humanisme et l'éducation classique qui remplissaient le même office auprès des élites dans les États-nations en formation au début de l'Europe moderne. En outre, les examens classiques étaient une puissante construction culturelle, sociale, politique et scolaire, qui répondait aux besoins de la bureaucratie dynastique tout en soutenant la structure sociale des derniers siècles de l'Empire. L'élite de la petite noblesse et des marchands se définissait en partie par la référence que

constituait le titre acquis grâce à l'examen².

Les examens publics eux-mêmes n'ouvraient guère la voie à une importante mobilité sociale : ils n'étaient pas l'occasion pour l'immense majorité des paysans et des artisans de quitter les classes inférieures pour entrer dans les cercles de l'élite. Les archives indiquent que les paysans, les commerçants et les artisans, qui formaient 90 % de la population, étaient une part négligeable des deux ou trois millions d'individus qui échouaient régulièrement aux épreuves diplômantes organisées localement tous les deux ans. Il demeure qu'une retombée sociale en était la circulation au sein du gouvernement, circulation limitée mais réelle, des petites élites issues de la noblesse, des milieux militaires et marchands. De plus, le contingent nombreux des candidats malheureux constituait un riche réservoir de talents littéraires qui trouvaient aisément à s'épancher dans les rôles secondaires de romancier, de dramaturge, de petit maître de la chicane, de spécialiste des rites ou des affaires généalogiques³.

Il faut voir plus loin que le discours méritocratique officiel pour comprendre, dans un cadre plus large, la place des millions de personnes qui échouaient aux examens publics. L'une des conséquences imprévues des examens fut la production de cohortes d'hommes (et de femmes) pourvus d'une culture classique et qui mettaient leurs talents linguistiques au service d'une grande diversité d'activités non officielles : médecins ou chicaneurs professionnels, écrivains ou préparateurs aux examens, jeunes filles ambitionnant le rang d'épouse ou de mère attentive à éduquer ses fils⁴.

Pu Songling (1640-1715), qui connut lui-même plusieurs échecs, a immortalisé dans de nombreux récits parodiques les affres des malheureux qui étaient comme happés par le mécanisme inexorable des examens impériaux. Le plus fameux de ses portraits esquissait « Les sept choses à quoi ressemble un candidat » :

Un diplômé qui passe l'examen provincial peut être comparé à sept choses. Lorsqu'il pénètre dans la salle d'examen, les pieds nus, son panier à la main, il est semblable à un mendiant. Au moment de l'appel, soumis aux hurlements des fonctionnaires et aux injures de leurs subordonnés, il est semblable à un prisonnier. Lorsqu'il compose dans sa cellule, que sa tête et ses pieds dépassent de la cabine, il est semblable à une abeille dans la froidure de l'automne finissant. À l'instant où il quitte la salle

d'examen, l'air hébété et sans plus reconnaître le monde où il se trouve, il est semblable à un oiseau malade tiré hors de sa cage. Lorsqu'il attend les résultats, il est sur des charbons ardents : tantôt il se figure un succès, et voici que s'élèvent de magnifiques demeures ; tantôt il craint l'échec, et voilà que son corps n'est plus qu'un cadavre. Il est alors semblable à un chimpanzé en captivité. Enfin, les messagers arrivent au galop et confirment que son nom est absent de la liste des candidats admis. Son teint vire, devient cendreux, et son corps s'engourdit, semblable à celui d'une mouche empoisonnée incapable du moindre mouvement. Déçu, découragé, il vilipende les examinateurs et leur aveuglement, il blâme l'injustice du système. Puis, il fait un tas de ses livres et notes et y boute le feu ; point encore satisfait, il foule aux pieds leurs cendres ; toujours insatisfait, il jette les cendres dans quelque fossé dégoûtant. Il est bien décidé à se retirer du monde pour vivre dans les montagnes, il est résolu à éconduire quiconque aurait l'audace de lui parler de dissertations d'examen. Avec le temps, sa colère reflué et ses aspirations remontent. Semblable à une colombe à peine sortie de l'œuf, il reconstruit son nid et, une fois encore, s'engage dans le processus⁵.

Cette évocation appartient, bien entendu, au domaine de la fiction, mais son contenu culturel met en évidence la pression psychologique que ressentaient les candidats, tant dans l'enceinte où se déroulaient les épreuves qu'en dehors d'elle.

Les femmes étaient exclues, ainsi que les prêtres bouddhiques et taoïstes, de sorte que les candidats dans les derniers siècles de la Chine impériale – comme dans tous les systèmes d'éducation contemporains à travers le monde – formaient un ensemble exclusif. Puisqu'il fallait maîtriser des textes classiques rédigés dans une langue non vernaculaire, une barrière scolaire se trouvait, de fait, érigée, et un programme officieux séparait ceux à qui il était permis de passer les examens et ceux qui ne le pouvaient pas, faute de connaître les classiques. La circulation, hors des élites, de demi-savants faisant office d'écrivains publics fut une conséquence indirecte du processus scolaire des examens et explique la valeur qu'ils avaient aux yeux du grand nombre, et non pas seulement d'une petite partie de la population dans la Chine prémoderne.

Lorsque des réformateurs modernes supprimèrent sommairement les examens publics en 1904, la dynastie mandchoue des Qing (1644-1911) mina les relations de partenariat qu'elle entretenait, depuis longtemps, avec les élites nobles et marchandes. La dynastie s'effondra en 1911, avant qu'un nouveau système scolaire n'ait été mis en place dans l'ensemble de l'Empire. On voit à présent de quelle façon les

examens publics avaient servi à la fois les intérêts impériaux et les valeurs des lettrés. Avec les examens publics, c'est le trône du dragon et ses élites traditionnelles qui sombrèrent donc au xx^e siècle, au cours de la Révolution chinoise.

Idéal d'éducation dans les derniers siècles de la Chine traditionnelle

Les penseurs chinois de la période classique (600-250 av. J.-C.) mirent en avant l'idée radicalement nouvelle que le mérite et les capacités devaient l'emporter sur l'appartenance ethnique ou la naissance dans l'attribution de responsabilités publiques. À partir du début de l'Empire (entre 200 av. J.-C. et 200 apr. J.-C.), les clans et les familles avaient, autant que possible, disposé de leurs moyens financiers et culturels pour fournir aux jeunes garçons (et dans certains cas aux filles) les instruments de la culture lettrée classique. Pour l'essentiel, cependant, une société fondée sur le mérite demeurait un idéal impossible à atteindre ; et, durant une bonne partie du Premier Empire et du Moyen Empire (600-900), l'éducation fut le privilège d'aristocrates terriens et de marchands prospères.

L'État chinois accrut spectaculairement ses dépenses dans le domaine de l'éducation sous les dynasties Tang (618-906) et Song (960-1280), et, ce faisant, créa le premier système au monde d'examens écrits destinés au recrutement des fonctionnaires. En outre, la progression du bouddhisme dans la Chine médiévale suscita de nouvelles institutions charitables à l'intention du vulgaire, qui comprenaient des institutions scolaires locales dans la plupart des districts – écoles et monastères bouddhiques éduquaient de nombreux hommes et femmes du peuple. Sur ces bases, les représentants de l'État et de la société traditionnels, dans leur dernière période, si l'on excepte quelques taoïstes excentriques, s'accordaient pour regarder l'éducation, et en particulier l'éducation morale classique, comme l'un des fondements de l'ordre public et de la civilisation⁶.

Les Européens qui voyagèrent en Chine au xvi^e siècle s'émerveillèrent des prouesses scolaires accomplies par les Chinois. Les missionnaires catholiques louèrent dans leurs rapports les examens de recrutement des fonctionnaires régulièrement tenus sous l'égide du gouvernement. Cette admiration se poursuivit dans les évocations de la Chine sous la plume des philosophes du xvii^e siècle, qui firent l'éloge des politiques rationnelles du « Puissant Royaume » et de l'éducation éclairée qui y était en vigueur. Au xix^e siècle, cependant, l'admiration se dissipa à mesure que les missionnaires protestants remarquaient l'analphabétisme endémique et la pauvreté générale d'un peuple chinois qui vivait sous la domination d'une élite de mandarins

corrompus⁷.

Dans les derniers siècles de l'Empire, l'enseignement était en général synonyme d'une reproduction de l'élite lettrée, accompagnée de la socialisation, au moyen d'exhortations et de rituels, d'un peuple ne possédant guère de lettres, et même souvent analphabète. Wang Yangming (1472-1528) et ses successeurs Ming (1368-1644), par exemple, ouvrirent plus d'écoles et d'académies pour les roturiers qu'il n'y en avait jamais eu, de même que le fameux responsable de province Chen Hongmou (1696-1771) au milieu du xviii^e siècle. Par ailleurs, la frontière entre élites et gens du commun pouvait se trouver brouillée en cas d'agitation politique. Quand les empereurs craignaient que des religions populaires hétérodoxes ne se répandent en raison du nombre excessif des incultes, ils confondaient fréquemment l'éducation et l'imposition efficace d'un endoctrinement⁸.

En l'absence de toute école publique dans la Chine prémoderne, c'est dans des écoles de lignée privées, dans des écoles charitables ou liées à des temples, ou encore à domicile que se transmettait le savoir classique ou technique nécessaire aux hommes qui passaient des examens locaux, qu'il s'agisse des examens civils ou militaires, ou à ceux qui pratiquaient leur métier dans les districts, les communes ou les préfectures. L'apprentissage des lettrés chinois conjuguaient au moins six aspects interdépendants : poétique, politique, social, historique, naturel et métaphysique. Dans les derniers siècles de l'Empire (1600-1900), la tradition de l'« apprentissage de la voie » (*daoxue*, souvent appelé « néo-confucianisme »), qui avait vu le jour sous la dynastie Song, devint une orthodoxie à l'échelle de l'Empire⁹.

Bien que les individus ayant reçu une éducation classique aient été marqués par un ensemble caractéristique d'inclinations moralisantes favorisées par les examens publics, un autre type de savoir proliférait, ouvertement en dissension. Les études naturalistes, et en particulier la science médicale, devinrent également un centre d'intérêt privé légitime, lorsque les lettrés recherchèrent d'autres voies que les carrières publiques, sous le régime mongol et après sa chute. La relative ouverture des questions de politique figurant aux examens publics du début du xv^e siècle reflétait le plus souvent l'intérêt de la dynastie et du peuple pour l'astrologie, la précision calendaire, les harmonies mathématiques et les anomalies naturelles¹⁰.

Dans les écoles traditionnelles, le prestige du savoir conduisait à un enrégimentement, excessif au goût de bien des lettrés, mais toujours tempéré par les nombreuses traditions locales hors du contrôle d'un

État qui ne pouvait que ce que pouvait sa bureaucratie. L'éducation intégrait la revendication de la culture sous la forme de la littérature écrite et d'ouvrages publiés. De nombreux membres d'écoles littéraires estimaient que les écrivains devaient éviter le vocabulaire bouddhique ou taoïste, aussi bien que les expressions rustiques ou courantes et l'anarchie stylistique des romans populaires. Au milieu du xvi^e siècle, on note également la prévalence des connaissances arithmétiques dans les échanges liés aux impôts, des disputes sur les remèdes médicaux aptes à lutter contre les épidémies, et de la réforme du calendrier officiel, à laquelle contribuèrent les Jésuites.

Éducation, société et examens

C'est sous les Ming que la connaissance des classiques se transforma pour la première fois en un programme d'examen commun à tout l'Empire, qu'elle gagna les régions et parvint jusque dans les villages. Lors des examens provinciaux et métropolitains de 1370 et 1371, on mit fin, par exemple, à la prédominance de la poésie, qui était un héritage du Moyen Âge. Le nouveau programme demandait des dissertations sur les « quatre livres » et les « cinq classiques¹¹ ». La suppression de la poésie fut effective entre 1370 et 1756, année où l'on réintroduisit une question de poésie pour faire pendant à la dissertation. Mais les politiques d'examen n'ont jamais été un frein à la popularité de la poésie et à la finesse du goût des compagnies de lettrés, ce qui montre les limites culturelles auxquelles se heurte le programme classique lorsqu'il entend influencer la vie intellectuelle.

À la chute des Ming en 1644, les examens publics furent immédiatement restaurés par les Qing, leurs successeurs mandchous. Comme sous les Ming, les examens avaient lieu régulièrement dans 140 préfectures et environ 1 300 districts. Les examens à l'époque médiévale n'existaient que dans la capitale, tandis que de 1 000 à 1 350 examens réguliers se tenaient uniquement dans les capitales provinciales et impériales. Parce qu'ils craignaient l'instabilité politique que n'avaient su endiguer les Mongols, les empereurs mandchous choisirent de promouvoir les examens publics pour garder le contrôle d'un Empire extraordinairement puissant d'un point de vue économique et qui connaissait une nouvelle mutation démographique. Ils mirent en place un système d'exams à l'échelle de l'Empire, qui joua un rôle central pour la société et le gouvernement chinois jusqu'en 1905¹².

La vie des examens devint un élément incontournable de l'éducation des élites et de la culture populaire, au même titre que la mort et les impôts. En l'absence d'autres carrières au statut social et au prestige politique comparables, réussir à entrer dans l'administration constituait une priorité. Une fois instauré, le système de recrutement

des fonctionnaires entraîna une standardisation de l'éducation à l'échelle de l'Empire. Ce système acquit une importance locale sans précédent. En outre, les habitudes scolaires se reportèrent sur les domaines de la médecine, du droit, des politiques fiscales et des affaires militaires.

Plusieurs siècles avant l'Europe, l'État chinois prit l'initiative de financer un réseau scolaire qui couvrait l'ensemble du territoire de l'Empire. Malgré leur succès initial, les écoles dynastiques finirent par être absorbées par le système des examens et n'eurent plus d'écoles que le nom. La routine s'était installée dans le programme classique, et ces écoles, loin de diffuser un enseignement véritable, devinrent des centres de préparation aux examens publics. L'apprentissage des lettres, vernaculaires et classiques, fut cantonné au domaine privé. C'est pourquoi les écoles dynastiques en Chine n'eurent jamais le projet d'une éducation de masse.

Les dirigeants et les élites identifiaient l'ordre social et politique à un endoctrinement moral et politique, l'éducation en étant le moyen. Pourtant, les académies privées furent fréquemment des centres où l'on agitait des conceptions politiques contestataires. De telles académies représentèrent des lieux essentiels pour ceux des lettrés qui préféraient transmettre le savoir classique par l'enseignement. Alors que les académies privées étaient au nombre de 500 sous les Song et de 400 sous les Yuan, il en existait à la fin de la dynastie Ming entre 1 000 et 2 000. Sous les Qing, l'Empire en comptait plus de 4 000

¹³.

Reproduction politique

Les intersections de la vie sociale des élites, de la culture populaire et de la religion font comprendre toute l'ampleur et l'importance culturelles des examens dans les 1 300 districts, 140 préfectures et 17 provinces, ainsi que dans la région de la capitale, Beijing. Ces lieux d'épreuves fonctionnaient comme des « prisons culturelles » en raison de la surveillance policière qui régnait durant le processus de sélection. Mais les concours suscitaient la participation volontaire de millions d'hommes – les femmes étant exclues – et attiraient l'attention des élites comme du peuple¹⁴.

Le soutien impérial apporté à l'éducation et aux examens ne joua qu'un rôle mineur dans le succès du processus qui fournissait des recrues talentueuses et loyales à une bureaucratie forte de 20 000 fonctionnaires. Les légions de petits employés qui travaillaient dans les *yamen* (bureaux d'État) de quelque 1 300 districts et 140 préfectures étaient interdits de fonctionnariat, bien qu'ils transmissent leur sinécure à leurs fils ou proches parents. L'exigence

minimale du pouvoir impérial était que le système scolaire servît à enseigner et à renforcer des valeurs politiques, sociales et morales propres à conserver à la dynastie sa forme présente. Une telle exigence était inséparable de la rhétorique classique qui exaltait la sainteté du savoir et la priorité des valeurs publiques.

Dans la trame idéologique subtile mais solide des loyautés sociales et politiques, même les empereurs se virent inculquer l'argumentaire orthodoxe justifiant la légitimité du pouvoir impérial, et ce par des précepteurs spéciaux, choisis parmi les lettrés reçus aux examens publics. Une autre conséquence fut l'accroissement numérique spectaculaire de l'élite lettrée capable de produire dissertations, poèmes, récits, romans, traités médicaux ou travaux savants. C'est elle qui fournit à l'industrie xylographique de la Chine du Sud les textes classiques et vernaculaires qui eurent un large public à la fin des Ming et durant tout le règne des Qing¹⁵.

Le soutien apporté par les empereurs à des symboles culturels chers aux lettrés – étude des classiques, peinture, littérature, calligraphie – permit à la dynastie et à ses élites de produire et de reproduire les conditions institutionnelles nécessaires à leur survie. La hiérarchie des examens reproduisait des hiérarchies sociales acceptables en mettant richesse et pouvoir, acquis par le commerce et le succès guerrier, au service d'une éducation qui préparait elle-même à une fonction publique ou militaire.

Reproduction sociale

L'éducation se fondait sur les distinctions sociales entre lettrés, paysans, artisans et marchands, dans un ordre décroissant de prestige. D'autres catégories de la population ne pouvaient pas concourir pour les postes publics parce que certains métiers leur étaient interdits : depuis ceux que l'on nommait les « gens de rien » jusqu'au clergé taoïste et bouddhique. Le statut politique des élites et leurs prérogatives sociales étaient corroborés par les épreuves des examens, ces derniers produisant à leur tour de nouveaux groupes sociaux de lettrés, qui perdurèrent de 1400 au xx^e siècle.

Sous les Ming, les fils de marchands furent pour la première fois autorisés à passer les examens publics. Puisque le système des écoles dynastiques ne permettait de recruter que des candidats déjà familiers du chinois classique, les premières étapes de l'apprentissage et de la préparation d'un fils à la fonction publique revinrent aux familles qui cherchaient à atteindre ou à conserver le statut d'élite administrative ou militaire. Le carriérisme l'emportait habituellement sur l'idéalisme chez les jeunes gens talentueux qui avaient à choisir entre leurs obligations envers leurs parents et leurs aspirations personnelles.

Après un échec, les candidats, nantis d'une culture classique, pouvaient se rabattre sur les carrières respectables d'enseignant ou de médecin.

Les familles de marchands regardaient également la fonction publique comme la voie vers la richesse, le succès culturel et le pouvoir politique. Au contraire de ce qui se passait à la même époque en Europe et au Japon, où des barrières sociales infranchissables entre la noblesse et la roture empêchaient la conversion de la richesse commerciale en un statut social supérieur, la prospérité terrienne et marchande était étroitement liée sous les dynasties Ming et Qing à une éducation de haut niveau. Du fait des exigences littéraires, les artisans, les paysans et les employés n'étaient guère en mesure de profiter de l'ouverture des carrières administratives.

Il était fréquent dans les familles riches que l'accomplissement des rites de passage de l'enfance à l'âge adulte fût déterminé en fonction du nombre de textes anciens que les jeunes gens connaissaient. Par exemple, la cérémonie au cours de laquelle les jeunes garçons recevaient une « coiffe », entre seize et vingt et un ans, impliquait qu'ils aient maîtrisé l'ensemble des « quatre livres » et l'un des « cinq classiques » fondés sur les interprétations de Zhu Xi (1130-1200), ce qui constituait le seuil minimal pour se présenter aux examens publics. Des frontières assez vagues séparaient l'éducation des garçons de celle des filles ; ces différences demeurèrent inchangées jusqu'au xvii^e siècle, lorsque l'habitude d'instruire les femmes se répandit dans l'élite¹⁶.

Reproduction culturelle

L'éducation des élites entraînant une intériorisation durable d'une orthodoxie de pensée, de perception, de jugement et d'action, la reproduction sociale et politique à l'œuvre dans la Chine des Ming créa à la fois une « culture lettrée » et le personnage du lettré comme « homme de culture ». La possession de connaissances classiques élémentaires, soit la capacité d'écrire des dissertations et des poèmes élégants, représentait une étape ultime pour les hommes pourvus d'une culture scolaire, ainsi que pour un nombre sans cesse croissant de femmes au xvii^e siècle. Une telle éducation commençait, pour les enfants, par un apprentissage mécanique, se poursuivait par les lectures de la jeunesse et s'achevait avec les écrits produits par l'adulte. Les lettrés étaient convaincus que la mémoire est meilleure dans la jeunesse, tandis que la compréhension devait être une conquête progressive, permise par la maîtrise du langage littéraire et du contenu moral et historique des textes.

Les hommes cultivés, et certaines femmes, devinrent membres d'une

élite d'écrivains issus de la tradition classique. Ils pouvaient par leurs écrits gagner la gloire, la fortune et le pouvoir ; et, même s'ils échouaient à obtenir un poste de fonctionnaire, il leur était néanmoins loisible de publier des dissertations et divers autres ouvrages. En ayant recours aux examens publics pour sélectionner les fonctionnaires, la dynastie visait à limiter, à contrôler et à choisir l'élite de ceux qui écrivaient, et non pas à augmenter le nombre des lecteurs. Mais le marché des examens, parce qu'il suscitait un trop grand nombre de candidats, engendrait aussi une ample réserve d'écrivains cultivés qui tournaient leur talent vers la production d'autres textes, récits, ouvrages médicaux, voire d'œuvres pornographiques¹⁷.

Des lignées locales bien organisées étaient à même de convertir leur puissance sociale et économique en succès scolaire, lequel à son tour renforçait leur contrôle sur la culture locale. Les lignées étaient construites sur des biens fonciers dont l'administration réclamait des chefs haut placés possédant une formation classique et circulant avec aisance dans les cercles de l'élite, qui soient par conséquent capables d'intervenir en faveur de leur famille auprès des dirigeants de la région, de la province ou de la capitale. Les surplus économiques dégagés par les lignées riches, en particulier dans des zones prospères, permettaient à leurs membres de recevoir une éducation classique et d'avoir ainsi de plus grandes chances de succès aux examens d'État – ces derniers donnant accès à des sources de pouvoir politique et économique que les grandes lignées ne contrôlaient pas¹⁸.

La compilation des généalogies, la préparation des actes, l'expertise médicale et les accords relatifs aux contrats d'adoption et aux prêts étaient autant d'activités pour lesquelles il fallait disposer de connaissances spécialisées et d'un type d'entregent que seuls les rejetons de l'élite pouvaient posséder. Des marchands, dans les derniers siècles de la Chine impériale, se firent aussi reconnaître comme mécènes éclairés favorisant le savoir et l'édition. Le résultat fut une convergence des stratégies et des intérêts sociaux des lettrés et des marchands. Les études classiques étaient florissantes grâce au patronage des marchands, tandis qu'on imprimait et collectionnait les livres plus que jamais auparavant¹⁹.

Les lignées dominantes et les familles de nouveaux riches conservèrent leur statut local élevé par le financement d'écoles de lignée, de traditions médicales et d'académies de marchands. Une formation classique et la maîtrise des arts littéraires étaient requises pour qui voulait faire partie de l'élite sociale et politique. Les rituels bien connus entourant la rédaction correcte de textes en chinois classique comportaient les objets depuis toujours associés à la culture lettrée : le pinceau, le bâton d'encre, la pierre à encre, les monuments de pierre, la soie fine et un papier spécial.

Les institutions d'enseignement publiques et privées engendraient un degré de standardisation culturelle et linguistique tel que l'éducation classique seule pouvait fournir. Mais cette uniformité évolua significativement dans la pratique. Le programme classique représentait un véritable répertoire culturel de signes linguistiques et de catégories conceptuelles assurant une domination. Il créait également un consensus culturel qui conditionnait les formes de raisonnement et la rhétorique qui prévalait dans les textes écrits par l'élite de l'époque. Cependant, un tel consensus ne pouvait s'établir sans débats internes²⁰.

Pouvoir, politique et examens

La formation classique et la politique impériale furent des partenaires plus hésitants sous la dynastie mongole des Yuan (1280-1368), au moment où les interprétations classiques de Zhu Xi devinrent les règles orthodoxes du système des examens, en 1314. L'appropriation par les Ming et les Qing de cette orthodoxie fondée sous la dynastie des Song eut des répercussions politiques et sociales sur la façon dont le savoir des lettrés allait être interprété et utilisé sous les dynasties ultérieures, qui en firent une idéologie politique univoque.

Le système administratif des derniers siècles de l'Empire se caractérisa par une réélaboration des modèles d'examen établis par les Song et les Yuan (1200-1650), tandis qu'ils évoluaient sous l'influence d'un développement commercial et économique sans précédent. Le processus eut une portée suffisante pour atteindre, depuis les capitales métropolitaines et provinciales, les 1 300 districts. De plus, l'accroissement du nombre des candidats (un à deux millions sous les Ming, deux à trois millions sous les Qing) se marqua par la domination, dès la fin du XVI^e siècle, des titulaires d'un diplôme du palais qui occupaient les postes les plus élevés. Le statut de fonctionnaire devint la prérogative d'une minorité encore plus mince. Puisqu'ils ouvraient à un poste de fonctionnaire, les examens publics conféraient également un statut social et politique aux familles qui tentaient d'acquérir ou de conserver le rang d'élites locales.

Les tensions internes au marché des examens expliquent la rigueur quasi policière avec laquelle se déroulaient les épreuves. Certaines forces politiques et peurs culturelles poussaient les Chinois hans et leurs gouvernants non hans à s'accorder publiquement sur la manière dont l'autorité impériale et bureaucratique était attribuée par les institutions culturelles légitimes du ministère des Rites, par l'académie Hanlin et par les examens publics. La légitimité politique transmise par l'éducation était efficace, car un statut social supérieur et des priviléges légaux comptaient au nombre des bénéfices ultérieurs importants retirés d'un succès au concours de fonctionnaire²¹.

L'établissement de quotas, fondés sur la proportion de candidats recalés et de candidats admis, démontrait plus nettement encore que l'État considérait l'administration comme un moyen de réguler le pouvoir des élites. Le contrôle du gouvernement sur les quotas de sélection civile et militaire se faisait sentir de la façon la plus aiguë dans les premiers stades du processus. En 1400, par exemple, on estime qu'il y avait 30 000 licenciés de formation classique sur une population d'environ 65 millions d'habitants, soit une proportion de presque un licencié pour 2 200 personnes. En 1600, il y avait peut-être 500 000 licenciés sur une population totale de quelque 150 millions, soit une proportion d'un licencié pour 300 personnes.

En raison des avantages économiques de la Chine du Sud (particulièrement le delta du Yangzi, mais aussi dans les provinces du Fujian et du Guangdong), les candidats méridionaux réussissaient mieux aux examens que ceux des régions moins prospères du Nord (plaine de la Chine septentrionale), du Nord-Ouest (vallée du fleuve Wei) et du Sud-Ouest (Yunnan et Guizhou). Pour cantonner cette prédominance du Sud dans des limites acceptables, les fonctionnaires Ming responsables de l'éducation finirent par fixer en 1425 un taux de 60 candidats du Sud pour 40 du Nord dans l'attribution des titres de *jinshi* (lettres susceptibles de recevoir un poste) les plus élevés. Ce taux fut légèrement modifié un an plus tard et porté à 55, 10 et 35 du fait de l'ajout d'une région centrale ; il fut en vigueur jusque sous les Qing²².

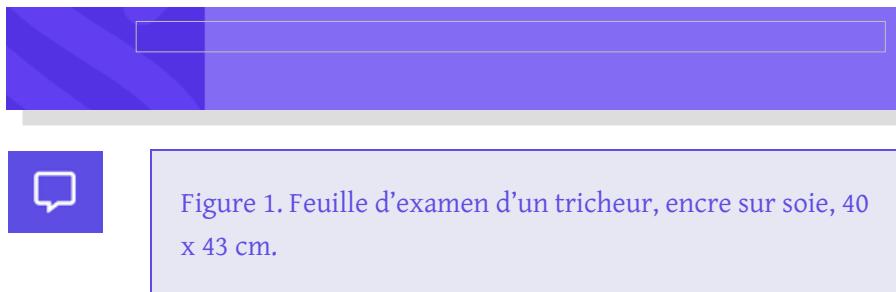


Figure 1. Feuille d'examen d'un tricheur, encre sur soie, 40 x 43 cm.

La salle d'examen devint un lieu disputé, où les intérêts politiques de la dynastie, les intérêts sociaux des élites et les idéaux culturels du savoir classique étaient mis en péril. Qui plus est les salles d'examen étaient dirigées à travers l'Empire par des fonctionnaires lettrés qui devaient user des forces militaires et policières placées sous leur commandement pour maintenir l'ordre dans des lieux où tant d'hommes se rassemblaient afin de passer les épreuves. À Nanjing, au xviii^e siècle, plus de 17 000 candidats se pressaient tous les trois ans dans le complexe où se déroulaient les examens. Des formes de résistance aux prérogatives impériales apparaissent chez les examinateurs, tandis que l'insatisfaction générale et la volonté de corruption qui régnait parmi les candidats parvenaient parfois à triompher des buts, nobles et purs, de certains examinateurs responsables des examens classiques²³.

La culture classique élémentaire et ses dimensions

sociales²⁴

Les lettrés se tournaient régulièrement vers la religion et les arts divinatoires – comme nous nous en remettons à la chance ou aux probabilités – afin de comprendre et de rationaliser leurs réactions émotionnelles au sein d'un marché des examens si compétitif. Les rêves ayant trait aux examens et la culture populaire faisaient naître une littérature étonnante : il y est question des temples visités par les candidats, des rêves qu'ils font, eux-mêmes ou leur famille, et des phénomènes magiques qui se sont produits dans leur vie passée et qui sont autant de signes avant-coureurs de leur succès. Les élites aussi bien que le peuple tempéraient ainsi leur sentiment que les forces du destin étaient à l'œuvre sur le marché des examens, en les traduisant dans les grilles de lecture d'une culture et d'une religion communes.

L'angoisse que suscitaient les examens était un phénomène historique ressenti au plus profond de leur être par les garçons et les hommes concernés. Pères, mères, sœurs et parents plus lointains partageaient ces sentiments et prodiguaient réconfort, encouragement et consolation, même s'il demeure que l'expérience personnelle de la réussite ou de l'échec appartenait aux millions d'hommes qui rivalisaient dans une épreuve sans cesse plus difficile²⁵.

L'intériorisation des qualités littéraires implicitement requises pour triompher des examens publics avait également une influence sur la conscience sociale du lettré et sur la définition publique et privée qu'il donnait de son propre personnage de sage moraliste. Une certaine conception du gouvernement, de la société et du rôle de l'individu comme serviteur d'élite de la dynastie se trouvait continuellement consolidée par le processus d'apprentissage qui menait aux examens proprement dits. Pour le lettré, il était essentiel que la dynastie se conformât aux idéaux classiques et soutînt les enseignements orthodoxes formulés par les sages.

La bureaucratie consentait un effort financier énorme afin de fournir le personnel préposé, dans tout l'Empire, au bon fonctionnement du régime des examens. Par une ironie de l'histoire, les examinateurs ne pouvaient pourtant plus prendre le temps de lire attentivement chaque dissertation. Les classements finaux, même pour la très stéréotypée dissertation à huit jambes²⁶, semblaient fort aléatoires. Tout en reconnaissant l'influence scolaire du programme en vigueur, il nous faut prendre garde à ne pas interpréter trop rapidement en termes d'imposition cohérente d'une orthodoxie les critères classiques appliqués dans les salles d'examen par des examinateurs fatigués.

Le système des examens avait pour caractéristiques majeures, dans tout l'Empire, l'existence d'une communauté d'interprétation des critères canoniques et le contrôle institutionnel d'un savoir formel. Si l'on observe de près les continuités et les changements des structures linguistiques et des chaînes syllogistiques de l'argumentation morale développée dans les concours, on aperçoit une logique explicite qui préside à la formulation des questions et des réponses, mais aussi une logique implicite qui régit la construction de catégories sémantiques et thématiques. Ces catégories permettaient aux examinateurs et aux étudiants de faire apparaître et de mettre à part leur monde cognitif en fonction des attitudes morales, des situations sociales et des tendances politiques du moment²⁷.

Champs de savoir

Les champs du savoir lettré, tels que les sciences naturelles et l'histoire, étaient également représentés dans les examens impériaux. Il faut voir là l'influence de la Cour, qui, pour des raisons politiques, élargissait ou réduisait l'ampleur des questions prescrites, et l'influence des examinateurs, dont les connaissances classiques étaient le reflet des tendances intellectuelles de leur époque. Au xviii^e siècle, de nouvelles consignes furent appliquées au programme des examens. C'est ainsi que l'on revint sur le rejet des belles-lettres médiévales qui avait été édicté par les Song²⁸.

À la fin du xviii^e siècle, le programme des examens commença à se conformer aux courants de la recherche philologique et démonstrative (*kaozheng*) qui fleurissaient dans les milieux lettrés. Les questions de politique de la troisième session empruntèrent de plus en plus les chemins frayés par les savants qui renouvelaient les études classiques. À partir des années 1740, de hauts fonctionnaires discutaient de nouveaux projets qui dénonçaient le programme existant. Ils remirent en vigueur certains aspects des examens publics éliminés par les dynasties Yuan et Ming, telle la poésie classique.

Au milieu du xviii^e siècle, la dynastie des Qing lança des réformes de programme liées au « savoir ancien », afin de rendre les examens plus difficiles ; après 1787, les candidats, toujours plus nombreux, durent posséder les « cinq classiques » dans leur ensemble. Un autre outil à la disposition des examinateurs était la hauteur des exigences formelles de l'épreuve de poésie. C'était, avec la « grille » d'évaluation de la dissertation à huit jambes, le moyen de noter plus efficacement des compositions plus brèves. Les gouvernements ultérieurs ne prirent pas conscience d'un aspect important des examens publics : la remise en question périodique du système, de l'intérieur, lui assurait, à l'extérieur, une image de sérieux.

Délégitimation et décanonisation

Après 1860, des réformes radicales furent mises en place afin de faire face à la révolte des Taiping (1850-1864) et à l'impérialisme occidental. Même les Taiping instituèrent leurs propres examens publics d'inspiration chrétienne, sur le modèle de la dissertation à huit jambes. Dans les dernières années de la dynastie des Qing, les examens publics perdirent leur lustre culturel ; les fonctionnaires lettrés et les missionnaires protestants les tournèrent en ridicule et y virent un régime scolaire « antinaturel » qui devait être aboli. Au cours de la période de transition vers la République de Chine, de nouvelles formes politiques, institutionnelles et culturelles se firent jour et remirent en question le système emblématique de l'Empire.

L'empereur, sa bureaucratie et les formes de culture lettrée devinrent rapidement les symboles de l'arriération du système. Les formes de savoir traditionnelles furent indistinctement qualifiées de « superstitions », alors que la « science moderne », européenne et américaine, était brandie par de nouveaux intellectuels comme le chemin menant à la connaissance, aux lumières et à la puissance nationale. Le changement le plus représentatif survint peut-être lorsque fut démantelé le régime des examens publics, avec toutes ses fonctions politiques, sociales et culturelles ; il avait duré de 1370 à 1905.

En supprimant si rapidement les examens publics, les réformateurs chinois et les premiers révolutionnaires républicains sous-estimaient la portée d'institutions historiques dont la construction avait demandé deux dynasties et cinq cents ans. Lorsqu'ils les dépouillèrent de leur légitimité, à partir de 1890 et en l'espace de deux décennies, les lettrés chinois eux contribuèrent à abattre la dynastie mandchoue et le système du gouvernement impérial. Sa chute était la conclusion d'un millénaire de confiance de la part de l'élite dans les valeurs lettrées, en même temps que la fin de cinq siècles d'une orthodoxie en vigueur sur tout le territoire de l'Empire²⁹.

Réforme et révolution

La réforme de l'éducation et la suppression des examens en Chine après 1905 étaient liées à une redéfinition des objectifs nationaux sous l'influence du modèle occidental. L'idéal de l'unité nationale remplaça la solidarité dynastique, tandis qu'un Empire mandchou multi-ethnique et indolent se tua en une République chinoise poussive, qui prit, elle-même, la forme d'une nation communiste multi-ethnique en 1949. Avec la révolution républicaine de 1911, la mémoire culturelle des examens publics s'évanouit. Leur suppression s'accompagna de conséquences que les derniers dirigeants de la Chine

impériale et la noblesse réformiste n'avaient pas mesurées. La dynastie mandchoue des Qing prêta la main à son propre démantèlement après que la délégitimation et la décanonisation eurent été puissamment entreprises par la noblesse réformiste chinoise. Des discours radicaux prévalurent dans les milieux scolaires de la fin du xix^e siècle, et les fonctionnaires chinois convainquirent la cour impériale mandchoue d'abolir l'institution tout entière en 1904.

Pourtant, la suppression de l'éducation traditionnelle et l'apparition d'écoles modernes en Chine connurent des complications : il ne s'agissait pas seulement de mettre fin aux examens impériaux et de favoriser l'essor d'une éducation moderne, car cette dernière dut soumettre le système des examens à de nouvelles formes scolaires. C'est tout un réseau social, politique et culturel composé des valeurs lettrées classiques, du pouvoir impérial dynastique et du statut d'élite de la noblesse qui fut dissous lorsque les dirigeants mandchous abandonnèrent bénignement l'une de leurs principales armes de contrôle culturel, qui avait entraîné pendant des siècles l'assentiment des lettrés. Mais les réformes radicales en vue de l'établissement d'écoles nouvelles furent d'abord un échec, parce qu'elles ne pouvaient aisément se substituer à des institutions publiques capables de mobiliser des millions de lettrés pour la tenue de sessions d'exams fondées sur l'éducation classique.

Les traditionalistes, qui essayèrent de réformer l'éducation après 1898, payèrent une sorte de tribut à la pensée classique en déclarant unilatéralement sa supériorité morale : voilà qui devait compenser son échec historique. L'invention moderne du confucianisme fut parachevée au xx^e siècle, malgré le déclin des études classiques dans les écoles publiques après 1905. En Chine comme en Occident, le confucianisme devint un terrain de recherche érudite, lorsque l'intellectuel chinois moderne prit irrévocablement la place du lettré de la fin de l'époque des Qing, au début de la République³⁰.

L'essor de la « science chinoise » conçue comme le pendant de la « science occidentale » indiquait que le savoir classique était reporté dans une nouvelle branche d'études indigènes. Le savoir traditionnel correspondait à cette « science chinoise ». La traduction anglaise qui suivit ce changement linguistique fut la « sinologie » ; et, au xx^e siècle, le terme s'imposa pour désigner les spécialistes de la Chine. L'éducation traditionnelle se dissolvait sans cesse davantage dans un projet de réforme occidentalisant.

Shu Xincheng (1892-1960), éducateur et historien des débuts de la République, évoquait le sentiment d'un changement nécessaire :

Le passage à un nouveau système d'éducation, à la fin des Qing, sembla superficiellement être une tendance volontaire des cercles scolaires, mais la réalité était que les

relations internationales et les contingences nationales nous mettaient dans une impasse. Sauf à entreprendre des réformes, la Chine n'aurait rien pour assurer sa survie. L'éducation se trouvait prise dans une situation qui n'offrait aucune autre possibilité³¹.

Toutes les barrières furent levées en 1905, au lendemain de la guerre russo-japonaise (1904-1905), dont le champ de bataille fut en grande partie la Mandchourie. Étant donné la panique politique ambiante, le système scolaire classique se présentait en 1905 comme un bouc émissaire commode. Les fonctionnaires de la Cour et des provinces soumirent un mémoire favorable à l'abolition immédiate des examens publics à tous les niveaux. Les examens étaient perçus, en particulier, comme un obstacle insurmontable à la réforme des institutions, car le diplôme classique continuait à avoir plus de poids que ceux des écoles nouvelles et empêchait la diffusion d'un idéal d'éducation universelle.

Les nouvelles écoles furent au centre des préoccupations des réformateurs après 1905, mais les examens restaient un élément important de la vie des étudiants. D'autres, cependant, regardèrent le passage des examens publics aux nouvelles écoles comme un simple changement du mode d'administration des examens. Un Conseil de l'éducation fut établi à part en décembre 1905 pour gérer les nouvelles écoles et superviser les nombreuses associations scolaires semi-officielles qui émergeaient aux niveaux local, provincial et régional. Le Conseil reflétait l'influence croissante des fonctionnaires hans.

Un gouffre scolaire s'élargissait entre les traditionalistes et les éducateurs de la nouvelle école sur la question du rôle que devait jouer la culture classique dans la Chine du xx^e siècle. Le Conseil de l'éducation servait de plus en plus les intérêts des modernistes, en acceptant de remiser les fondations culturelles de l'éducation des enfants par la fréquentation des classiques, et de défaire les mécanismes scolaires qui permettaient l'enseignement desdits classiques et de l'art de la dissertation. Néanmoins, il manquait encore un élément essentiel : il fallait prendre une position sur la question épingleuse des rôles respectifs de la langue classique et de la langue vernaculaire dans l'instruction et dans les examens écrits. La réforme scolaire globale attendait donc les champions d'une « révolution littéraire » en faveur du vernaculaire, dont on entendit parler après l'instauration de la République.

Afin d'évaluer les résultats des écoles et de mesurer les capacités des étudiants selon des critères nationaux, le Conseil de l'éducation eut dès le début recours à des examens. L'organisation d'exams, d'entrée et de sortie, était déjà la règle dans les écoles publiques et privées. De nombreux groupes et organismes non officiels entrèrent en lice à l'occasion des réformes, ce qui contribua à affaiblir le contrôle de la cour mandchoue sur les politiques d'enseignement. La

dynastie perdit toujours davantage son monopole sur les institutions scolaires au profit d'élites sans lien avec l'État, qui s'arrogèrent, après 1905, le droit de décider de l'avenir des écoles.

Par le biais de l'éducation locale, les élites locales publiques ou privées reprirent donc la gestion des écoles à la bureaucratie centrale. À mesure que diminuait le pouvoir de la cour des Qing et de ses fonctionnaires, un étagement des pouvoirs locaux et régionaux mena à la mise en place des institutions scolaires qui allaient précipiter la chute de la dynastie et former les piliers de la République en matière d'éducation après 1911. Le Conseil de l'éducation, établi en 1905, perdura sous la République, en prenant le nom de Ministère, et demeura favorable au parti des écoles nouvelles et du programme rénové³².

Les institutions scolaires de la République de Chine, après 1911, étaient un héritage direct des réformes menées par les derniers Qing. La création par Sun Yat-sen (1866-1925) d'un bureau des examens au sein de la « constitution des cinq pouvoirs », dans les années 1920, était également un écho au xx^e siècle des institutions traditionnelles. La « vie des examens » au xx^e siècle fut associée à l'Université et aux examens d'entrée des écoles publiques dans la Chine républicaine, puis à Taiwan et à Hongkong ; elle est l'héritière culturelle du régime impérial des examens³³.

Malgré ces continuités importantes, il se produisit un divorce radical entre les attentes, intériorisées depuis si longtemps, des familles chinoises, qui fondaient leurs espoirs de pouvoir, de richesse et de prestige sur l'éducation traditionnelle de leurs fils, et les institutions politiques réelles de la dynastie, réformées sous l'influence croissante des modèles occidental et japonais. La dévaluation des diplômes correspondant aux examens classiques, face aux diplômes délivrés par les nouvelles écoles chinoises ou par les écoles étrangères, conduisit à un déclassement général de presque toute la formation traditionnelle et du programme classique. Une disparité sans cesse plus grande entre les attentes anciennes et les possibilités objectives nouvelles entraîna l'incapacité de bien des familles conservatrices à convertir leur héritage scolaire et culturel en de nouveaux diplômes universitaires pour leurs enfants. Une véritable révolution de l'attitude des étudiants à l'égard de l'éducation accompagna le changement complet des conditions de recrutement des fonctionnaires après 1905³⁴.

Notes

[1.](#) Elman, 2000.

[2.](#) Man-Cheong, 2004.

3. Voir Elman, 2000, chap. 3, pour une critique des arguments de Ho, 1962, relatifs à la mobilité sociale.

4. Elman, 2000, chap. 3.

5. *Qingbai leichao*, 1920, chap. 21, p. 62-63.

6. des Rotours, 1932 ; Herbert, 1988, et Kracke, 1968.

7. Lach, 1965, et Elman, 2005.

8. Kuhn, 1990 ; Rowe, 2001.

9. Tillman, 1992.

10. Elman, 2005.

11. Les « quatre livres » sont la *Grande étude (Daxue)*, *L'Invariable Milieu (Zhongyong)*, les *Entretiens de Confucius* et le *Mencius (Meng zi)*, rassemblés en un canon sous la dynastie Song, par les disciples de Zhu Xi (1130-1200). Il s'agissait ainsi de mettre fin au prestige exclusif des « cinq classiques », plus anciens (dynastie Han) et plus difficiles, associés à la personne de Confucius, ensemble composé du *Classique des mutations (Yijing)* ; du *Classique des documents* ; du *Livre des odes (Shijing)* ; des *Annales de Lu (Chunqiu jing)* et du *Livre des rites (Liji)*. La *Grande étude* et *L'Invariable Milieu* étaient à l'origine deux chapitres du *Livre des rites*, utilisés indépendamment des « classiques ».

12. Zi, 1894.

13. Bai, 1995.

14. Zi, 1894, et Miyazaki, 1981. Cf. Foucault, 1975, p. 200-227.

15. Brokaw et Chow, 2005.

16. Ko, 1994 ; Gardner, 1989, p. 141-172.

17. Shang, 2003, p. 187-231.

18. Elman, 1990.

19. Elman, 2001.

20. Elman, 2000, chap. 7.

21. Chaffee, 1995.

22. Elman, 2000, chap. 2.

23. Elman, 2000, chap. 8.

24. Elman, 1990. Cf. Bourdieu et Passeron, 1964.

25. Elman, 2000, p. 299-326.

26. Cette épreuve de concours était une dissertation constituée de huit parties : introduction, points principaux, transitions et conclusion devaient tenir dans la limite impartie de 500 caractères sous les Ming et de 750 caractères sous les Qing.

27. Johnson, 1985, p. 34-72 ; Kermode, 1979, p. 72-86.

28. Elman, 2000, chap. 9-10.

29. Elman, 2000, chap. 11.

30. Elman, 2002, p. 518-554.

31. Shu Xincheng, 1932, p. 6-7.

32. Elman, 2000, chap. 11.

33. Strauss, 1994, p. 211-238.

34. Depierre, 1987, p. 199-224.

Bibliographie

- Bai, 1995 : Bai Xinliang, *Zhongguo gudai shuyuan fazhan shi* [Histoire du développement académique dans la Chine ancienne], Tianjin.
- Bourdieu et Passeron, 1964 : Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris.
- Brokaw et Chow, 2005 : Cynthia Brokaw et Kaiwing Chow (éd.), *Printing and Book Culture in Late Imperial China*, Berkeley.
- Chaffee, 1995 : John Chaffee, *The Thorny Gates of Learning in Sung China*, Albany.
- Depierre, 1987 : Roland Depierre, « Maoism in Recent French Educational Thought and Practice », in Ruth Hayhoe et Marianne Bastid (éd.), *China's Education and the Industrialized World : Studies in Cultural Transfer*, Armonk (N.Y.).
- des Rotours, 1932 : Robert des Rotours, *Le Traité des examens traduit de la nouvelle histoire des T'angs*, Paris.
- Elman, 1990 : Benjamin A. Elman, *Classicism, Politics and Kinship : The Ch'ang-chou School of New Text Confucianism in Late Imperial China*, Berkeley.
- Elman, 2000 : B. A. Elman, *A Cultural History of Civil Examinations in Late Imperial China*, Berkeley.
- Elman, 2001 : B. A. Elman, *From Philosophy to Philology : Social and Intellectual Aspects of Change in Late Imperial China*, 2^e éd., Los Angeles.
- Elman, 2002 : B. A. Elman, « Rethinking “Confucianism” and “Neo-Confucianism” in Modern Chinese History », in *Rethinking Confucianism : Past and Present in China, Japan, Korea, and Vietnam*, Los Angeles.
- Elman, 2005 : B. A. Elman, *On Their Own Terms : Science in China, 1550-1900*, Cambridge (Mass.).
- Foucault, 1975 : Michel Foucault, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, rééd. 2005.
- Gardner, 1989 : David Gardner, « Transmitting the Way : Chu Hsi and His Program of Learning », *Harvard Journal of Asiatic Studies*, 49, 1, p. 141-172.
- Herbert, 1988 : Penelop A. Herbert, *Examine the Honest, Appraise the Able : Contemporary Assessments of Civil Service Selection in Early T'ang China*, Canberra.
- Ho, 1962 : Ho Ping-ti, *The Ladder of Success in Imperial China*, New York.
- Johnson, 1985 : David Johnson, « Communication, Class, and Consciousness in Late Imperial China », in David Johnson, Andrew J. Nathan et Evelyn Rawski (éd.), *Popular Culture in Late Imperial China*, Berkeley.
- Kermode, 1979 : Frank Kermode, « Institutional Control of Interpretation », *Salmagundi*, 43, p. 72-86.
- Ko, 1994 : Dorothy Ko, *Teachers of the Inner Chambers : Women and Culture in Seventeenth Century China*, Stanford.
- Kracke, 1968 : Edward A. Kracke, *Civil Service in Early Sung China*, Cambridge (Mass.).
- Kuhn, 1990 : Philip A. Kuhn, *Soulstealers : The Chinese Sorcery Scare of*

1768, Cambridge (Mass.).

- Lach, 1965 : Donald Lach, *Asia in the Making of Europe. I. A Century of Discovery*, t. 2, Chicago.
- Man-Cheong, 2004 : Iona Man-Cheong, *The Class of 1761 : Examinations, State and Elite in Eighteenth Century China*, Stanford.
- Miyazaki, 1981 : Miyazaki Ichisada, *China's Examination Hell : The Civil Service Examinations of Imperial China*, trad. de l'américain par C. Schirokauer, New Haven.
- *Qingbai leichao*, 1920 : *Qingbai leichao* [Notes classées sur l'histoire non officielle de la dynastie Qing], rassemblées par Xu Ke, Shanghai.
- Rowe, 2001 : William Rowe, *Saving the World : Chen Hongmou and Elite Consciousness in Eighteenth Century China*, Stanford.
- Shang, 2003 : Shang Wei, « *Jin Ping Mei Cihua* and Late Ming Print Culture », in J. Zeitlin et L. Liu (éd.), *Writing and Materiality in China : Essays in Honor of Patrick Hanan*, Cambridge (Mass.).
- Shu Xincheng, 1932 : *Shu Xincheng, Jindai Zhongguo jiaoyu sixiang shi* [*Histoire intellectuelle de l'éducation chinoise moderne*], Shanghai.
- Strauss, 1994 : Julia Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State : The Examination Yuan in the 1930s », *Modern China*, 20, 2, p. 211-238.
- Tillman, 1992 : Hoyt Cleveland Tillman, *Confucian Discourse and Chu Hsi's Ascendancy*, Honolulu (HA).
- Zi, 1894 : Étienne Zi, *Pratique des examens littéraires en Chine*, Shanghai.

Nos partenaires

Le projet *Savoirs* est soutenu par plusieurs institutions qui lui apportent des financements, des expertises techniques et des compétences professionnelles dans les domaines de l'édition, du développement informatique, de la bibliothéconomie et des sciences de la documentation. Ces partenaires contribuent à la réflexion stratégique sur l'évolution du projet et à sa construction. Merci à eux !



Pôle Document Numérique
Maison de la Recherche en Sciences Humaines
CNRS - UNIVERSITÉ DE CAEN



• CONCEPTION :
ÉQUIPE SAVOIRS,
PÔLE NUMÉRIQUE
RECHERCHE ET
PLATEFORME

GÉOMATIQUE (EHESS).

• DÉVELOPPEMENT : DAMIEN RISTERUCCI, IMAGILE, MY SCIENCE WORK DESIGN : WAHID MENDIL.



école nationale supérieure
des sciences de l'information
et des bibliothèques

